

No. 31971

FRANCE
and
ROMANIA

Agreement concerning the readmission of persons in an irregular situation. Signed at Bucharest on 12 April 1994

*Authentic texts: French and Romanian.
Registered by France on 26 June 1995.*

FRANCE
et
ROUMANIE

Accord relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Signé à Bucarest le 12 avril 1994

*Textes authentiques : français et roumain.
Enregistré par la France le 26 juin 1995.*

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux parties Contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Roumanie, sur une base de réciprocité, sont convenus ce qui suit :

I - READMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE IER

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

¹ Entré en vigueur le 26 juillet 1994, soit 30 jours après la date de réception de la dernière des notifications (des 23 et 27 juin 1994) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 12.

ARTICLE 2

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

- Carte d'identité
- Certificat de nationalité ou document d'Etat-civil
- Passeport ou tout autre document de voyage
- Carte d'immatriculation consulaire
- Livret ou papiers militaires ;

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- Document périmé mentionné à l'alinéa précédent
- Document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé.
(permis de conduire, carnet de marin etc.)
- Autorisation et titres de séjour périmés.
- Photocopie de l'un des documents précédemment énumérés.
- Déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante.
- Dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

ARTICLE 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2 alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur le champ et contre remboursement un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de la Partie requérante à l'audition de l'intéressé dans les locaux où il est maintenu. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

ARTICLE 4

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II- TRANSIT POUR ELOIGNEMENT

ARTICLE 5

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit par voie aérienne sur son territoire des ressortissants d'Etat tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

2. La Partie contractante requérante assume l'entièvre responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport pour le pays de destination.

4. La Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement doit signaler à la Partie contractante requise aux fins de transit s'il est nécessaire d'escorter la personne éloignée. La Partie contractante requise aux fins de transit peut :

- soit décider d'assurer elle-même l'escorte,
- soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement.

5. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement et sous escorte policière, celle-ci ne peut être assurée que par cette Partie et sans quitter la zone internationale des aéroports dans la partie requise aux fins de transit.

6. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante requise aux fins de transit et sous escorte policière, celle-ci est assurée par cette Partie contractante, à charge pour la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement de lui rembourser les frais correspondants.

ARTICLE 6

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties contractantes. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heure et lieu d'arrivée dans le pays de transit et aux heure et lieu de départ de celui-ci, au pays de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements utiles aux fonctionnaires escortant l'étranger.

ARTICLE 7

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;
- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

ARTICLE 8

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

III -DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

ARTICLE 9

Les deux Parties se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

ARTICLE 10

Les autorités responsables des contrôles aux frontières désignent :

- les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;
- les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

ARTICLE 11

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés¹, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967².

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

ARTICLE 12

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

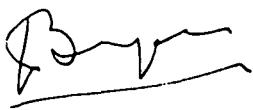
¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

FAIT à Bucarest, le 12 Avril 1994 dans les langues française et roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :



BERNARD BOYER
Ambassadeur de France en Roumanie

Pour le Gouvernement
de la Roumanie :



IOAN DORU TARACILA
Ministre de l'Intérieur

[ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN]

ACORD ÎNTRE GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE ȘI GUVERNUL ROMANIEI PRIVIND READMISIA PERSOANELOR AFLATE ÎN SITUAȚIE ILEGALĂ

Dorind să dezvolte cooperarea dintre cele două Părți contractante și să asigure o mai bună aplicare a dispozițiilor privind circulația persoanelor, bazate pe respectarea drepturilor și garanțiilor prevăzute de legile și reglementările în vigoare,

În conformitate cu tratatele și convențiile internaționale și cu preocuparea de combatere a imigrării ilegale,

Guvernul Republicii Franceze și Guvernul României, pe bază de reciprocitate, au convenit asupra celor ce urmează:

I. READMISIA CETĂTENILOR PARTILOR**CONTRACTANTE****Articolui 1.**

1. Fiecare Parte contractantă readmîte pe teritoriul statului său, la cererea celeilalte Părți contractante și fără formalități, orice persoană care nu a îndeplinit condițiile de intrare sau nu mai îndeplinește cerințele privind sederea, aplicabile pe teritoriul statului Părții contractante solicitante, dacă s-a stabilit sau este presupus că aceasta are cetățenia Părții contractante solicitante.

2. Partea contractantă solicitantă readmîte, în aceleasi condiții persoana în cauză dacă în urma verificărilor ulterioare se constată că aceasta nu avea cetățenia Părții contractante solicitante în momentul ieșirii ei de pe teritoriul statului Părții contractante solicitante.

Articolui 2.

1. Se consideră stabilită cetățenia persoanei care face obiectul unei măsuri de returnare pe baza documentelor valabile, mai jos menționate :

- Cartea de identitate;
- Dovezi de cetățenie sau un certificat de stare civilă;

- Pașaportul sau orice alt document de călătorie;
- Cartea de înregistrare consulară;
- Livretul sau orice acte militare.

2. Cetățenia se consideră ca prezumată pe baza unei dintr-o următoarele documente:

- Unul dintr-o serie de documente menționate la alineatul anterior, chiar dacă sunt expirate;
 - Un document emis de autoritățile publice ale Părții solicitante și care poate face dovada identității celui în cauză (permis de conducere, carnet de marină etc.);
 - Autorizație sau titluri de sedere exprimate;
 - Fotocopii de pe unul dintr-o serie de documente enumerate mai sus;
 - Declarația lui însuși că este cetățean al Părții solicitante;
 - Declarația sa că nu are altă naționalitate decât cea a Părții solicitante;
 - Depozitul său de la o autoritate consulară în cauză;
 - Depozitul său de la o autoritate consulară în cauză;
 - Depozitul său de la o autoritate consulară în cauză;
 - Depozitul său de la o autoritate consulară în cauză.
- Intr-un proces-verbal.

Articolul 3.

1. În cazul în care cetățenia este prezumată, pe baza documentelor menționate la art.2, alineatul 2, autoritățile consulare ale Părții solicitante elibereză pe loc și contra plată, un titlu de călătorie care să permită returnarea persoanei în cauză.

2. În cazul că există îndoială cu privire la documentele care ar permite prezumția de cetățenie sau dacă acestea nu există, autoritățile consulare ale Părții solicitante procedează, într-un interval de 3 zile de la cererea Părții solicitante, la ascultarea celui în cauză, la locul unde se află. Audierea este organizată de Partea solicitantă, de comun acord cu autoritatea consulară în cauză, în cel mai scurt timp.

Dacă la sfârșitul acestei audieri se stabilește că persoana vizată are cetățenia Părții solicitante, autoritatea consulară elibereză de îndată un titlu de călătorie.

Articolul 4.

Cheltuielile ocasionate de transportul până la frontieră Părții contractante solicitante al persoanelor a căror readmisie este cerută, cad în seama Părții solicitante.

II. TRANZITUL IN VEDEREA RETURNARII

Articolul 5.

1. Fiecare Parte contractantă, la cererea celeilalte Părți contractante, autorizează intrarea și tranzitarea teritoriului statului său pe calea aerului pentru cetățenii unui Stat terț, care fac obiectul unei măsuri de returnare luată de Partea contractantă solicitantă.

2. Partea contractantă solicitantă își asumă întreaga responsabilitate privind continuare călătoriei străinului către țara de destinație, iar dacă dintr-un motiv oarecare, măsura retrimiterei nu poate fi executată, îl va reprimă.

3. Partea contractantă solicitantă garantează Părții contractante solicitate că străinul, al cărui tranzit a fost autorizat, deține titlul de transport valabil pentru țara de destinație.

4. Partea contractantă, care a luat măsura returnării trebuie să informeze Partea contractantă solicitată dacă, în vederea tranzitărilor este necesară escortarea persoanei returnate.

Partea contractantă solicitată pentru tranzitare poate :

- fie să decidă că asigură ea însăși escortă;
- fie să decidă că escortă va fi asigurată în colaborare cu Partea contractantă care a luat măsura returnării.

5. În cazul în care tranzitul este operat cu aparate de zbor, care aparțin unei companii aeriene a Părții contractante care a luat măsura returnării sub escortă polițienească, aceasta nu poate fi asigurată decât de această Parte și fără să se părăsească zona internațională a aeroporturilor Părții solicitante tranzitatate.

6. Dacă tranzitul este operat cu aparate de zbor care aparțin unei companii aeriene a Părții contractante solicitante pentru tranzitare sub escortă polițienească, aceasta este asigurată de această Parte contractantă, iar Partea contractantă care a luat măsura returnării rambursează cheltuielile corespunzătoare.

Articolul 6.

Cererea de tranzit în vederea returnării se face direct între autoritățile competente ale Părților contractante. Ea va conține informații privind identitatea și cetațenia străinului, data călătoriei, ora și locul sosirii în țara de tranzit și ora și locul plecării din aceasta, țara de destinație, ca și, în caz de nevoie, informațiile utile funcționarilor care escortează pe străinul în cauză.

Articolul 7.

Tranzitul în vederea returnării poate fi refuzat:

- dacă străinul se expune în statul de destinație riscurilor de persecuție din motive de rasă, religie, naționalitate, apartenență la un anume grup social sau datorită opinioilor sale politice;
- dacă străinul se expune riscului de a fi acuzat sau condamnat de către un tribunal penal în statul de destinație, pentru fapte anterioare tranzitului.

Articolul 8.

Cheltuielile de transport până la frontieră statului de destinație, precum și cheltuielile ocasionate de o eventuală reprimire, revin Părții contractante solicitante.

III. DISPOZITII GENERALE SI FINALEArticolul 9.

Cele două Părți se vor consulta, ori de câte ori va fi nevoie, pentru examinarea punerii în aplicare a prezentului acord.

Cererea de consultare se va face pe cale diplomatică.

Articolul 10.

Autoritățile însărcinate cu controlul la frontieră stabilesc:

- aeroporturile care vor putea fi utilizate pentru readmisie și pentru intrarea în tranzit a străinilor;

- autoritățile centrale sau locale competente să examineze cererile de readmisie și cele de tranzițare.

Articolul 11.

1. Dispozițiile prezentului acord nu aduc atingere obligațiilor de admisie sau de readmisie ale cetățenilor străini ce decurg pentru Părțile contractante din alte acorduri internaționale.

2. Dispozițiile prezentului acord nu aduc atingere aplicările dispozițiilor Convenției de la Geneva, din 28 iulie 1951, privind statutul refugiaților, așa cum a fost modificată prin Protocolul de la New York, din 31 ianuarie 1967.

3. Dispozițiile prezentului acord nu aduc atingere aplicările dispozițiilor acordurilor în domeniul protecției drepturilor omului, la care cele două state sunt Părți.

Articolul 12

1. Fiecare dintre Părțile contractante va notifica celelalte Părți contractante îndeplinirea procedurilor constituționale, necesare pentru intrarea în vigoare a prezentului acord, care va intra în vigoare după 30 de zile de la primirea ultimei notificări.

2. Prezentul acord va avea o durată de valabilitate de trei ani și va fi renăudit prin tacită reconducție pe perioade egale ca durată. El va putea fi denunțat printr-un preaviz de 3 luni, transmis pe cale diplomatică.

Drept pentru care reprezentanții Părților contractante, împotrivniți în forma cuvenită în acest scop, au semnat prezentul acord.

Făcut la București, la data de 12 aprilie 1994, în limbile franceză și română, cele două texte având aceeași valabilitate.

Pentru Guvernul
Republicii Franceze:

Ambasadorul Franței în România,

BERNARD BOYER

Pentru Guvernul
României:

Ministro de Interne,

IOAN DORU TARACILA

[TRANSLATION — TRADUCTION]**AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF ROMANIA CONCERNING THE READMISSION OF PERSONS IN AN IRREGULAR SITUATION**

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties with a view to improving the implementation of the provisions concerning the movement of persons while ensuring respect for the rights and guarantees set forth in the prevailing laws and regulations,

In conformity with international treaties and conventions and seeking to control illegal immigration,

The Government of the French Republic and the Government of Romania have agreed, on the basis of reciprocity, as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES*Article 1*

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Party and without formalities, any person who does not or who no longer fulfills the applicable conditions for entry or stay in the territory of the requesting Contracting Party insofar as it has been established or presumed that such person is a national of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall readmit the person concerned under the same conditions if such person is subsequently found not to have been a national of the requested Contracting Party when he or she left the territory of the requesting Contracting Party.

Article 2

1. The nationality of any person against whom an expulsion order has been issued shall be deemed to be established on the basis of the following valid documents:

- Identity card;
- Certificate of nationality or civil status document;
- Passport or any other travel document;
- Consular registration card;
- Military record or papers.

¹ Came into force on 26 July 1994, i.e., 30 days after the date of receipt of the last of the notifications (of 23 and 27 June 1994) by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 12 (1).

2. Nationality shall be presumed on the basis of the following documents:
 - Any of the above-mentioned documents that has expired;
 - Any documents issued by the official authorities of the requested Party and attesting to the identity of the person concerned, such as a driver's licence or sailor's identity card;
 - An expired residence permit or title;
 - Photocopies of any of the above-mentioned documents;
 - Statements by the person concerned duly recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;
 - Official written records of depositions of witnesses in good faith.

Article 3

1. Where nationality is presumed on the basis of the documents listed in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall immediately issue and be reimbursed for a laissez-passer for the expulsion of the person concerned.

2. Where there are doubts regarding the documents on the basis of which the nationality is presumed, or in the absence of such documents, the consular authorities of the requested Party shall hold, within three days of the request of the requesting Party, a hearing of the person concerned on the premises where he is held. Such hearing shall be held as soon as possible by the requesting Party in agreement with the consular authority concerned.

If it is established following such hearing that the person concerned is a national of the requested Party, the laissez-passer shall immediately be issued by the consular authority.

Article 4

The requesting Party shall bear the costs of transporting persons whose readmission has been requested to the border of the requested Contracting Party.

II. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 5

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other Party, allow the entry into and transit through its territory by air of nationals of third States who are the subject of an expulsion order issued by the requesting Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the continuation of the alien's journey to his country of destination and shall take such alien back into custody if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket for the country of destination.

4. The Contracting Party that issued the expulsion order shall inform the requested Contracting Party, for the purpose of transit, whether it is necessary to

escort the person expelled. For the purpose of transit, the requested Contracting Party may:

- Either decide to provide the escort itself,
- Or decide to provide such escort in cooperation with the Contracting Party that issued the expulsion order.

5. Where the person in transit is travelling under police escort on board an aircraft belonging to an airline of the Contracting Party that issued the expulsion order, such escort can be provided only by that Party and without leaving the international zone of the airports in the requested Party for the purpose of transit.

6. Where the person in transit is travelling under police escort on board an aircraft belonging to an airline of the requested Contracting Party for the purpose of transit, such escort shall be provided by that Contracting Party and the Party that issued the expulsion order must reimburse it for the costs involved.

Article 6

The request for transit for the purpose of expulsion shall be handled directly between the competent authorities of the Contracting Parties. It shall contain information concerning the identity and nationality of the alien, the date of his journey, the time and place of arrival in the country of transit and the time and place of departure therefrom, the country of destination and, where necessary, any other information as might be deemed useful to the officials escorting the alien.

Article 7

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If the alien is in danger of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion;
- If the alien is in danger of being accused or convicted by a criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit.

Article 8

The requesting Contracting Party shall bear the transport costs to the border of the State of destination and any possible return costs.

III. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 9

The two Parties shall consult each other as necessary in order to review the implementation of this Agreement.

Requests for consultation shall be submitted through the diplomatic channel.

Article 10

The border control authorities shall designate:

- The airports that may be used for the readmission and entry-in-transit of aliens;

- The central or local authorities authorized to handle requests for readmission and transit.

Article 11

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations incumbent on the Contracting Parties as a result of other international agreements with respect to the admission or readmission of aliens who are nationals of third countries.

2. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951¹ as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.²

3. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of agreements entered into by the Parties in the area of the protection of human rights.

Article 12

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the formalities required by its Constitution for the entry into force of this Agreement, which shall enter into force 30 days following the date of receipt of the latter of such notifications.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewed for additional three-year periods. It may be denounced upon three months' written notice sent through the diplomatic channel.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the Contracting Parties, being authorized for this purpose, have signed this Agreement.

DONE at Bucharest on 12 April 1994 in the French and Romanian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

BERNARD BOYER
Ambassador of France to Romania

For the Government
of Romania:

IOAN DORU TARACILA
Minister of the Interior

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.